

Comment détruire le « parti-Etat » ?

Suite de la première page.

Le mot est devenu aujourd'hui une catégorie sociologique servant à définir l'ensemble de l'élite. Mais il avait au départ un sens plus concret, puisqu'il désignait la liste des postes dont les titulaires doivent être nommés à un certain niveau d'autorité. Certes, on en était venu à considérer que cette liste englobait tout autant les hommes (qui devenaient ainsi les « protégés » de l'instance supérieure) que les fonctions. Mais l'on était moins, de ce fait, nomenclaturiste en général que le nomenclaturiste de quelqu'un : du comité régional du parti pour tel ou tel sous-chef de service dans un canton, du secrétariat du parti à Moscou pour un deuxième secrétaire de région, du politburo pour un premier secrétaire ou un ministre, voire du secrétaire général lui-même : Brejnev n'avait-il pas fait savoir à l'un de ses associés du politburo que le ministre de l'agriculture de l'époque faisait partie de sa « *nomenklatura personnelle* » ?

Or ce principe ne jouait pas seulement pour les fonctions dans le parti, mais pour tous les postes de l'Etat et de la société, quelle que soit la subordination officielle : un ministre, un directeur d'usine, un chef militaire, un rédacteur en chef, un syndicaliste ou un président d'association, tous ces responsables – et leurs adjoints – devaient, pour être nommés, avoir l'approbation de l'organe du parti correspondant. On a même pu dire que le patriarche de Moscou et de toutes les Russies relevait de la nomenklatura du politburo, son choix étant décidé en premier ressort dans le « saint des saints » du parti...

« La discipline du téléphone »

Bien entendu, les limogeages étaient décidés de la même façon, ce qui renforçait encore la dépendance de tous les cadres par rapport au parti. Cette dépendance s'était certes beaucoup atténuée ces derniers temps, puisque, avec la tenue d'élections libres, l'apparition du pluralisme et le parlementarisme, une partie des nominations échappaient à la volonté du PC. Mais il en restait encore beaucoup : on parlait, depuis l'hiver dernier, d'un retour du politburo sur scène, et M. Ianaev, avant d'être choisi comme vice-président du conseil d'Etat, par Gorbatchev, passait, au sein de cet organe, pour l'homme qui avait le plus de poids. On veillait toutes les nominations de l'appareil gouvernemen-

Un autre principe de fonctionnement du système d'Etat-parti était celui des filières clandestines d'autorité. Un haut fonctionnaire était soumis à l'autorité de son ministre sur le plan administratif, mais, en tant que communiste, à celle de sa cellule. Et comme cette cellule recevait elle-même, par le canal des divers secrétariats du parti mais souvent directement d'« en haut », ses instructions de l'autorité supérieure, la direction suprême pouvait se faire entendre quand elle voulait et où elle voulait.

C'est ainsi que le principe officiellement proclamé d'« indépendance de la justice » était constamment bafoué : comment le juge, voire l'avocat, auraient-ils pu échapper à ce que l'on appelait la « *discipline du coup de téléphone* » si on lui donnait une instruction « *en tant que communiste* » et si, de surcroît, le parti tenait les clefs de son maintien à son poste par le jeu de la nomenklatura ? Le système fonctionnait d'ailleurs si bien qu'un ordre direct n'était pas nécessaire : les hiérarques du parti n'avaient pas à taper sur la table, ils se contentaient de donner des « *conseils* ».

Ce système avait ses inconvénients, notamment celui de fausser tout le petit jeu de la « critique-autocritique » dont se vantaient les idéologues, puisque la responsabilité était totalement séparée de la décision : « *Celui qui décide ne répond de rien, celui qui répond n'a rien décidé* », avait dit un orateur à la conférence du PC en 1988. Mais il avait bien des avantages pour les hommes installés au pouvoir, et c'est pourquoi il a continué de fonctionner à travers toutes les péripéties de la perestroïka.

Ainsi le 29 janvier dernier, la *Nezavissimaïa gazeta* avait publié un étrange document émanant du comité central du PC à Moscou. Signé du secrétaire général adjoint Vladimir Ivachko, il enjoignait au département pour les affaires légales du CC de « *coordonner les activités de la procurature de l'URSS, du ministère de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême* » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On n'aurait su violer plus ouvertement le principe de séparation des pouvoirs proclamé par la nouvelle Constitution, ni oublier plus cyniquement que l'article 6 de celle-ci avait été supprimé depuis un an... Il y a deux mois encore, une autre instruction secrète du même comité central recommandait aux appareils locaux de n'appliquer qu'avec « *une prudence particu-*

lière » la loi que venait de voter le Parlement russe pour la réhabilitation des peuples persécutés sous Staline...

Un dernier facteur qui faisait l'originalité du système de parti-Etat était l'organisation de ce parti sur une base dite « professionnelle ». A la différence de la majorité des partis d'Occident – et des nouveaux partis démocratiques soviétiques, – les communistes ont toujours tenu à militer directement sur les lieux de travail grâce aux cellules d'entreprise. Le principe territorial s'appliquait aussi, avec les comités d'arrondissement et de ville, mais il venait en plus, et plutôt pour coiffer les unités professionnelles.

La « démocratie du collectif »

Déjà au début de l'an dernier, lorsqu'il s'était agi d'organiser les élections dans les Républiques, les conservateurs soviétiques avaient cherché, en vain, à opposer la « *démocratie du collectif* » à celle des urnes en exigeant une représentation parlementaire par entreprise. Mais ils n'ont pas cessé, malgré cet échec, de manipuler ces « collectifs » en utilisant toutes les survivances de l'Etat-parti : une direction d'entreprise souvent choisie par le parti, un « service des cadres » surveillant les promotions et le recrutement en fonction des intérêts du parti, le tout imposant à tous une discipline bien commode. On notait par exemple dans les pays baltes cet hiver qu'alors que les manifestations des partis démocratiques avaient lieu en soirée ou le dimanche, celles des conservateurs prosoviétiques avaient lieu en semaine, pendant les heures de travail : les « ouvriers en colère » des grandes usines russes étaient rassemblés dans les ateliers pour un meeting, puis conduits tous ensemble devant le Parlement dans des autocars obligeamment affrétés par la direction...

M. Eltsine avait commencé à détruire ce beau système bien avant le putsch, notamment avec son décret du 20 juillet interdisant l'activité de tout parti sur les lieux de travail : il pensait bien sûr en priorité aux cellules du parti dans les administrations, dans l'armée et dans le KGB, les plus dangereuses pour un pouvoir démocratique (et il est probable que ce décret a été l'un des motifs des putschistes du 19 août).

Mais le démantèlement du système du parti avait déjà commencé à se faire dans les usines. C'était l'une des revendications des mineurs grévistes de ce printemps, et un vote effectué à la grande usine métallurgique Ouralmach, à Sverdlovsk, avait dégagé une majorité de 87 % en faveur de l'expulsion du PC des locaux. Mais il reste encore beaucoup à faire.

MICHEL TATU